

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21811 - 80ÈME ANNÉE

LA MORTALITÉ INFANTILE EST DEUX FOIS PLUS ÉLEVÉE EN OUTRE-MER QU'EN FRANCE

De 2004 à 2022, le taux de mortalité infantile est deux fois plus élevé dans les DOM (8‰), qu'en France (3,5‰), selon le dernier rapport de l'INSEE, intitulé "Un enfant sur 250 meurt avant l'âge d'un an en France".

La Guyane est le département avec le plus fort taux, avec 9,7 ‰), suivi par Mayotte avec 9,2‰, la Martinique qui compte 8‰, tandis que la Guadeloupe est à 7,8‰ et La Réunion à 6,9‰.

En France, tous les départements ont un taux de mortalité infantile inférieur ou égal à 5 ‰, et toutes les régions un taux inférieur à 4‰.

Selon le rapport de l'INSEE, "à caractéristiques égales (sexe de l'enfant, âge de la mère et du père, catégorie sociale et lieu de naissance de la mère), la surmortalité infantile dans les DOM demeure. La pauvreté y est plus répandue, ce qui peut influencer la santé de l'enfant".

"C'est très lié à la façon dont la grossesse se déroule (...) Ce que notre étude montre aussi, c'est qu'à caractéristiques égales dans les DOM et l'Hexagone, le risque est réduit mais est toujours supérieur", a expliqué à Outremerla1ere, Hélène Thélot, démographe à la division enquêtes et études démographiques de l'Insee.

Par ailleurs, les femmes y connaissent davantage de problèmes de santé. Les chercheurs expliquent que par exemple, en

2021, entre 22% et 25% des femmes étaient confrontées à l'obésité avant leur grossesse, contre 14% en France.

La proportion de femmes présentant une obésité avant la grossesse était plus importante en Outremer, entre 22,1% et 24,9%, contre 14,4% en France. "Cette prévalence, qui augmente le risque de maladies chroniques pour la femme ainsi que les complications obstétricales et néonatales, est préoccupante", selon Santé Publique France.

De plus, les données de Santé Publique France montrent qu'il y a une fécondité moins maîtrisée en Outremer avec notamment une proportion de grossesses arrivées trop tôt ou non désirées de 23,7% à La Réunion, 28,6% en Guadeloupe et de 32,8% en Martinique, contre 16,6% en France hexagonale.

De plus, la part des enfants avec un poids à la naissance inférieur à 2500 g était globalement plus élevée (entre 10,5% et 12,4%, contre 7,1% en France). D'ailleurs, selon la démographe, "la structure des mères accouchant dans les DOM (départements d'Outre-mer, nldr) est différente de la structure des mères accouchant dans l'Hexagone."

Enfin, un enfant sur trois dormait dans le lit de ses parents à l'âge de deux mois, contre un enfant sur dix en France, ce qui n'est pas recommandé par la Haute Autorité de Santé.

UNE FEMME MEURT TOUTES LES DEUX MINUTES DE COMPLICATIONS LIÉES À LA GROSSESSE



Les complications durant une grossesse ou un accouchement ont mené au décès d'une femme toutes les deux minutes environ en 2023, selon un rapport de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et d'autres instances onusiennes.

Selon les estimations du rapport, 260.000 femmes sont décédées de ces complications cette année-là. Les décès liés à la maternité entre 2000 et 2023 ont toutefois reculé de 40% globalement, principalement grâce à un meilleur accès aux services de santé de base, constate l'OMS. Mais, l'OMS met en garde que le rythme de l'amélioration ralentit depuis 2016.

Les coupes dans les financements humanitaires ont eu des impacts conséquents sur la santé dans de nombreuses régions du monde. Cela a forcé des pays à diminuer les services essentiels aux mères, aux nourrissons et aux enfants, selon le rapport.

Selon le directeur de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, *"outre assurer un accès à des soins de santé maternelle, renforcer les droits sanitaires et reproductifs de femmes et filles est critique"*.

"Même si le rapport présente une faible lueur d'espoir, les données pointent aussi à quel point une grossesse reste dangereuse dans de nombreuses parties du monde aujourd'hui, en dépit du fait que des solutions existent pour éviter les complications qui causent la majorité des décès maternels", a-t-il ajouté.

BUDGET : DE NOUVEAUX EFFORTS DEMANDÉS PAR LE GOUVERNEMENT

Le budget 2026 demandera un « effort supplémentaire de 40 milliards d'euros » sera « très considérable » et reposera « essentiellement sur des économies », a assuré Éric Lombard, le ministre de l'Économie dimanche au micro de BFM TV.

Alors que le budget 2025 vient d'être difficilement bouclé, le gouvernement assure déjà que cela de 2026 nécessitera un nouvel effort « *très considérable* » pour maintenir le cap des 3% de déficit en 2029.

Le ministre de l'Économie a chiffré cet effort supplémentaire à « *40 milliards d'euros* » le 13 avril au micro de BFM TV. Sophie Primas, porte-parole du gouvernement, a de son côté évoqué « *40 à 50 milliards* » d'euros d'économies « *à trouver* ». C'est « *une équation difficile* », a-t-elle convenu au micro du Grand Jury RTL/M6/Le Figaro/Public Sénat.

Cette dernière a estimé qu'il est « *trop tôt* » pour donner le détail exact de la répartition entre économies et hausses d'impôts, mais Éric Lombard promet que « *ça va être essentiellement des économies* ».

« *Nous avons pris l'engagement de ne pas augmenter les impôts des classes moyennes ni des entreprises* », a assuré ce dernier. L'effort peut également reposer sur « *une augmentation des recettes liées à la croissance* », a indiqué Eric Lombard.

Bercy a toutefois récemment revu à la baisse sa prévision de croissance pour 2025, rabotée à 0,7% « *compte tenu des incertitudes* ». Une prévision « *solide, crédible* », selon le ministre.

Ce dernier a toutefois refusé de qualifier ces 40 milliards d'euros d'efforts de « *cure d'austérité* ». bien qu'il s'agit d'un nouvel

épisode du genre. « *Ce n'est pas le bon mot, car la réalité est que nous dépensons en dépenses publiques 57% de la richesse nationale. C'est 10% supérieur à la moyenne européenne* », a assuré ce dernier.

Selon lui, « *nous dépensons beaucoup et nous pensons que nous pouvons dépenser mieux.* » Raison pour laquelle, le gouvernement veut ramener le déficit public à 5,4% du PIB cette année, un objectif « *tenable car nous avons décidé la semaine dernière de diminuer de 5 milliards d'euros les dépenses* ».

Pour 2026, Bercy vise 4,6%, avant d'amorcer une trajectoire qui ramènera le déficit sous les 3% à horizon 2029, conformément à ses engagements européens.

Le gouvernement va commencer construire le budget 2026 « *dès mardi* » (15 avril) en organisant une conférence sur les finances publiques réunissant des ministres, des parlementaires, des organismes de sécurité sociale et des collectivités locales.

Il s'agit selon lui d'une « *méthode radicalement nouvelle* » selon le ministre de l'Économie, qui n'a pas hésité à parler « *d'état d'urgence budgétaire* ». Pour le premier ministre François Bayrou, ce sera l'occasion d'« *exposer aux Français* » les « *pathologies* » et les « *déséquilibres* » que la France « *traîne depuis des décennies* ».

Pour Jean-Luc Mélenchon, cette « *facture* » de 40 à 50 milliards d'euros est « *l'équivalent du budget de l'Éducation nationale* ». « *Le peuple de France est traité comme la Grèce en 2010* », a écrit le leader de la France Insoumise sur son compte X.

JEAN-LUC MÉLENCHON DÉNONCE LES ANNONCES DU GOUVERNEMENT SUR LE BUDGET 2026

Le leader de LFI a critiqué les propos de la porte-parole du gouvernement, Sophie Primas, qui a annoncé sur RTL que la France devrait réaliser 40 à 50 milliards d'euros d'économies pour boucler son budget 2026.

Le leader de la France insoumise a estimé que « *le peuple de France est traité comme la Grèce en 2010* ».

« *La macronie vous présente sa facture : 40 à 50 milliards (d'euros) à retirer du budget. L'équivalent du budget de l'Éducation nationale* », a écrit ce dernier dans un message posté sur X.

La porte-parole du gouvernement, Sophie Primas, a annoncé que la France devrait réaliser 40 à 50 milliards d'euros d'économies pour boucler son budget 2026, tandis que le ministre des Finances, Eric Lombard, confirmait qu'il faudrait 40 milliards d'euros pour atteindre l'objectif de déficit public de 4,6% du PIB l'an prochain.

« LE 1ER MAI, ON SE MOBILISE POUR LA DIGNITÉ »

« *Ceux qui ont refusé de voter la censure sont eux aussi responsables de cette guerre sociale. Le 1er mai, on se mobilise pour la dignité* », a ajouté Jean-Luc Mélenchon, à l'adresse des socialistes qui avaient refusé de voter la censure du gouvernement sur le projet de budget 2025 et permis à François Bayrou de conserver son poste de Premier ministre.

Le leader de la gauche radicale a fait référence dans son message à la crise grecque qui avait provoqué une crise de toute la zone euro et obligé la Grèce à une cure d'austérité d'une rare sévérité.

De son côté, le président insoumis de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, Eric Coquerel, a lui aussi fustigé sur X un « *contre-sens historique* » de la part du gouvernement qui va encore affaiblir « *l'activité économique, la demande et donc la consommation populaire* ».



IN KOZMAN POU LA ROUTE « IN PÈP SAN KILTIR SÉ IN PYÉ D'BOI SAN RASSINE ! »

Mézami yèr mwin té apré ékoute lo réponsab bann shagossien Olivier Bancoult, é mwin la antann ali di kozman-la konm de koi in pèp san kiltir sé in pyé d'boi san rassine é bien antandi konm toulmoune sa sé in kozman i invite a réfléshir. A réfléshir pars sé inn fassonn d'dir la kiltir sé kékshoz lé fondamantal pou toute bann pèp konm la note dann son roshèrch lidantité.

Astèr si i kalkil bien, si i fé la rolassion rante l'om épi lo pèp, mwin lé sirésèrtin l'om lé pa solman ékonomik, li lé galman kiltirèl, li lé politik épi sossyal é lé inportan pou li- sé in lansam konplé d'aprè mwin avèk bann zinterakssion rante toute bann facettes son légzistanss.

L'èr-la ni pé dir si in pyé d'boi na poinn rassine li lé riskab mourir mèm si bann pyé d'boi , déssèrtin, néna d'ote fasson pou dévlope azot ké bann rassine sinplomman kansréti par lo vert bann fèye- la klorofile-, sansa lo bann pti branshman zot i établi avèk d'ote plante konm bann zépifite- konm la vaniye i konèkt ali avèk bann plante konm pyé boi d'shandèl, sansa lo poiv konèkté avèk bann bransh mang ou bien d'ote.

L'om konm lo pèp sé in lorganism konplèks ki pé viv épi dévlope ké si néna in linterkonèkssion rante bann zéléman inportan d'in sossyété.

Alé, mi arète tèrla épi ni retrouv pli d'van sipétadyé.

Justin

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR. RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
74ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:
Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433